

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/Q1/HND/2

16 octobre 1997

(97-4492)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

Questions posées par les ETATS-UNIS au HONDURAS¹

La Mission permanente des Etats-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 8 octobre 1997.

1. L'article 14 du Règlement énumère certains renseignements à fournir dans la décision d'ouverture d'une enquête.

- a) Suivant l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes, "Des mesures de sauvegarde seront appliquées à un produit importé quelle qu'en soit la provenance" - c'est-à-dire sur une base NPF. La référence dans l'article 14 e) au nom du ou des pays d'origine des importations indique-t-elle que l'enquête portera sur les importations de certains pays, à l'exclusion de celles d'autres pays? Ou s'agit-il d'identifier les principaux pays fournisseurs? Dans le second cas, le texte devrait être clarifié.
- b) La référence dans l'article 14 g) à la description du produit similaire ou directement concurrent signifie-t-elle que l'autorité chargée de l'enquête aura tranché certaines questions concernant la branche de production nationale avant d'ouvrir l'enquête? Ou s'agit-il de présenter ce que le *requérant a considéré* comme produit national similaire ou directement concurrent. Dans le second cas, le texte devrait être clarifié.

2. Pourquoi l'article 15 ne donne-t-il, pour une procédure nécessitant six mois, qu'un délai de 45 jours aux parties intéressées pour déclarer leur opposition et apporter des éléments de preuve? Ce délai est-il suffisant pour que les importateurs, les exportateurs et les autres parties ayant un intérêt dans la procédure puissent prendre connaissance de celle-ci, s'assurer les services d'un conseiller juridique ou autre pour les représenter, et élaborer une réponse qui traite les questions principales?

3. Quel est le rapport entre l'article 15 et l'article 17 qui dispose que "Chaque partie intéressée peut présenter son argumentation et les éléments de preuve à l'appui pendant la durée de l'enquête?"

- a) La communication écrite à l'article 15 est-elle une communication initiale?
- b) Une personne peut-elle devenir partie intéressée à tout moment?

¹G/SG/N/1/HND/2.

- c) Une personne ayant un intérêt dans la procédure, qu'elle soit partie intéressée ou pas, peut-elle apporter des éléments de preuve à tout moment, même lorsqu'elle n'a pas déclaré son opposition pendant le délai de 45 jours mentionné à l'article 15?
- 4. Quelle est, au titre de l'article 19, la procédure suivie pour déterminer quand l'autorité chargée de l'enquête envisagera de recommander l'adoption d'une mesure provisoire? Par exemple, la demande concernant une mesure provisoire doit-elle figurer dans la demande concernant une mesure de sauvegarde?
- 5. L'audition publique visée à l'article 22 est-elle facultative ou obligatoire? Le préavis de 15 jours ouvrables est-il suffisant?
- 6. La "décision finale" visée à l'article 26 permettra-t-elle de déterminer de quelle manière la mesure pourra "faciliter l'ajustement", au sens de l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes?
- 7. La référence dans l'article 27 à la prise en compte "des engagements souscrits dans le cadre de l'intégration économique centraméricaine" signifie-t-elle qu'un pays appliquant une mesure peut exclure des importations provenant d'un autre pays centraméricain, ou aménager cette mesure de manière à réduire son incidence sur ce pays? Si tel est le cas, à quelles conditions?
- 8. Dans l'article 35, il est fait référence à la publication des décisions "aux frais de l'intéressé". L'"intéressé" est-il le requérant, ou toutes les parties relevant de la définition de l'expression "partie intéressée" donnée à l'article premier, y compris les gouvernements étrangers, sont-elles assujetties aux frais de publication?